ATTENTAT RACISTE DE TRAPPES : "LA HAINE TUE. LE SILENCE LA LAISSE GRANDIR"

À la suite de l'attentat terroriste raciste perpétré vendredi 23 octobre à Trappes et à La Verrière, Christophe Saint-Pierre, maire de Millau et président de la Communauté de communes Millau Grands Causses, condamne avec la plus grande fermeté cet acte d'une violence insoutenable et appelle à un sursaut collectif face à la banalisation du racisme dans notre société.

Published on 26 October 2026

"Vendredi 23 octobre, un jeune homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, a perdu la vie et cinq autres personnes ont été blessées, dont une enfant de 12 ans, victimes d'une attaque dont les motivations racistes sont au cœur de l'enquête antiterroriste.

À leurs familles, à leurs proches, aux blessés ainsi qu'aux habitants de Trappes et de La Verrière, j'adresse, au nom de la Ville de Millau et de la Communauté de communes Millau Grands Causses, notre profonde compassion et notre entière solidarité.

Cet attentat n'est pas seulement une attaque contre des personnes. C'est une attaque contre ce qui fonde notre République : l'égalité entre les citoyens, la fraternité et le droit de chacun à vivre librement, dignement et en sécurité, quelles que soient son origine, sa couleur de peau ou ses convictions religieuses. Mais au-delà de l'indignation légitime que suscite ce drame, nous devons avoir le courage de regarder une réalité en face : le racisme se banalise dans notre société. Il s'exprime trop souvent sans retenue, dans les conversations ordinaires, sur les réseaux sociaux, dans certains discours publics. Les préjugés deviennent des affirmations, les insultes se banalisent, les stigmatisations se répètent. Et, progressivement, l'inacceptable risque de devenir acceptable.

> *Il n'existe pas de petit racisme, de racisme excusable ou de haine anodine. Chaque parole qui déshumanise, chaque discours qui désigne une population comme une menace, chaque silence qui laisse prospérer la discrimination contribue à fragiliser notre pacte républicain.*

La liberté d'expression ne saurait être invoquée pour légitimer l'incitation à la haine. Le débat démocratique ne peut se construire sur le rejet de l'autre. Et aucune difficulté économique, sociale ou sécuritaire ne peut justifier que l'on désigne des citoyens comme des boucs émissaires en raison de leurs origines ou de leurs croyances. La responsabilité des élus, des responsables politiques, des médias, mais aussi de chaque citoyen, est immense. Nous devons refuser les amalgames, combattre les préjugés et rappeler inlassablement que la diversité de nos origines et de nos parcours ne remet pas en cause notre appartenance à une même communauté nationale.
La Ligue des droits de l'Homme et plusieurs organisations de la société civile appellent ce lundi 26 octobre à des rassemblements partout en France, en soutien aux victimes et contre la banalisation de la haine raciste. Je tiens à saluer cet appel à la mobilisation citoyenne et républicaine.

Face au racisme, la neutralité n'est pas une réponse. Face à la haine, le silence n'est pas une option. Face à la violence, notre République doit opposer la fermeté de ses principes et la force de ses valeurs.

À Millau comme partout en France, nous devons continuer à défendre une société dans laquelle personne ne devrait avoir peur de vivre, de circuler ou simplement d'être lui-même en raison de ce qu'il est.

Le racisme n'est pas une opinion parmi d'autres. C'est une atteinte à la dignité humaine et une menace pour notre démocratie. Ne nous habituons jamais à la haine. Ne nous résignons jamais à l'intolérance. Ne laissons jamais l'indifférence affaiblir la République.